

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2018



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -97,298 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2018 s'élève à -97,298 Md€ contre -90,837 Md€ à fin août 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,461 Md€) s'explique

par une augmentation des dépenses hors R&D de 1,616 Md€, une diminution des recettes nettes de 5,644 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de +0,799 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 224,058 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,568 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,688 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,833 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,251 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,770 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,755 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,650 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,007 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,755 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2018 s'élèvent à 224,058 Md€ contre 222,442 Md€ à fin août 2017. Cette évolution (+1,616 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses de personnel de 1,327 Md€ (écart conforme à la hausse prévue en LFI 2018) et des charges de la dette de l'Etat de 0,907 Md€ (rythme d'abondement du compte de commerce

► **Mission Sécurités** : 1,587 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,842 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,698 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,190 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,948 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,810 Md€, notamment au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,622 Md€).

« Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » plus rapide en 2018 qu'en 2017), compensées en partie par la baisse des dépenses de fonctionnement de 0,841 Md€ (écart principalement lié à un abondement du CAS « Participations financières de l'Etat » par le BG, intervenu en 2017 et non reconduit en 2018).

Recettes du budget général (nettes de R&D*) : 158,070 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 12,483 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,498 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,184 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,322 Md€ ;

► **IR net** : 1,190 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,865 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) avec -2,064 Md€ ;

► **IS net (hors CSB)** : -2,395 Md€, principalement liés à la constatation de R&D à hauteur de 2,724 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,627 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D*) : 187,216 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2018 s'élèvent à 187,216 Md€ contre 192,144 Md€ à fin août 2017.

Cette évolution (-4,928 Md€) s'explique notamment par un montant de remboursements et dégrèvements plus élevé de 12,648 Md€ par rapport à août 2017 (écart essentiellement lié aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, pour 3,689 Md€ et à des remboursements et dégrèvements d'IS supérieurs de 5,197 Md€ à ceux enregistrés au 31 août 2017) et

à des encaissements d'IFI inférieurs de 3,031 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, conformément à la prévision de la LFI 2018. Cet effet négatif est partiellement compensé par des hausses de TVA brute pour 4,769 Md€ (3,133 Md€ en net), de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,840 Md€ (principalement au titre des droits de mutation à titre gratuit avec 1,055 Md€), d'IR brut pour 1,502 Md€ (0,263 Md€ en net) et d'IS brut pour 2,037 Md€ (-3,160 Md€ en net).

Recettes non fiscales : 7,708 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2018 s'élèvent à 7,708 Md€ contre 6,966 Md€ à fin août 2017.

Cette évolution (+0,742 Md€) s'explique essentiellement par des dividendes et recettes

assimilées en hausse de 0,658 Md€ (essentiellement les produits des participations de l'Etat dans les entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -39,629 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2018 s'élèvent à -39,629 Md€ contre -38,014 Md€ à fin août 2017.

Cette évolution (-1,615 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 1,858

Md€, conformément à la LFI 2018. Cette augmentation est partiellement compensée par des prélèvements au profit des collectivités territoriales en baisse de 0,244 Md€, conformément à la LFI 2018.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -31,310 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,625 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,891 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes foncières et de taxes d'habitation) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » affiche des dépenses pour 0,490 Md€ relatives au désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité et des recettes pour également 0,490 Md€ correspondant à des reversements de recettes de TICPE.

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2018 s'élève à -31,310 Md€ contre -32,109 Md€ à fin août 2017.

Cette évolution (+0,799 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers (+2,846 Md€, principalement en raison de remboursements des avances versées à l'ASP au titre du préfinancement des aides communautaires de la PAC, plus précoces qu'en 2017) et l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+1,914 Md€, écart lié aux augmentations de capital d'EDF pour 3 Md€ et de New Areva Holding SA pour 2,50 Md€, en 2017, en

partie compensées, la même année, par la réduction de capital de la SOGEPa de 1,90 Md€ et par un abondement du BG de 1,50 Md€, impactant le compte « Participations financières de l'Etat »). Cette amélioration est partiellement compensée par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,981 Md€, principalement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en baisse de -3,908 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017).

Dettes financières de l'Etat au 31 août : 1 754,642 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 68,148 Md€). Les montants nets des BTF ont diminué de 6,354 Md€.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page
	Août	2018	2017 retraité 2017 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 541	-97 298	-90 837 -93 000	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	19 080	224 058	222 442 221 752	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	10 098	158 070	163 714 160 861	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	1 190	49 063	48 800 48 800	
- IS *	-2 395	5 280	8 440 8 440	
- TVA	12 483	103 209	100 076 101 670	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 558	-31 310	-32 109 -32 109	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-953	116 577		16
Dette financière de l'Etat	-1 236	1 754 642		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 533	86 769	85 442	85 458
Dépenses de fonctionnement	2 302	38 086	38 927	38 692
Charges de la dette de l'Etat	30	26 454	25 547	25 547
Dépenses d'investissement	745	7 879	7 879	7 879
Dépenses d'intervention	5 411	62 867	62 482	62 011
Dépenses d'opérations financières	59	1 011	1 174	1 174
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	19 080	224 058	222 442	221 752
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 161	187 216	192 144	191 915
Recettes non fiscales	391	7 708	6 966	6 966
Prélèvements sur recettes	-5 492	-39 629	-38 014	-40 638
Fonds de concours	1 038	2 775	2 618	2 618
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	10 098	158 070	163 714	160 861
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	15 590	197 699	201 728	201 499
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-8 983	-65 988	-58 728	-60 890
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	179	2 617	703	703
Solde des comptes de concours financiers	-5 832	-34 467	-37 313	-37 313
Solde des comptes de commerce	62	460	4 441	4 441
Solde des comptes d'opérations monétaires	22	1 747	-176	-176
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 558	-31 310	-32 109	-32 109
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-14 541	-97 298	-90 837	-93 000



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 533	86 769	85 442	85 458
Rémunérations d'activité	6 125	49 776	48 672	48 682
Cotisations et contributions sociales	4 348	36 487	36 290	36 297
Prestations sociales et allocations diverses	60	505	479	480
AUTRES TITRES	8 547	137 289	137 000	136 294
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 302	38 086	38 927	38 692
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 892	16 395	17 269	17 105
Subventions pour charges de service public	410	21 691	21 658	21 587
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	30	26 454	25 547	25 547
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	30	26 454	25 547	25 547
Titre 5 - Dépenses d'investissement	745	7 879	7 879	7 879
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	557	6 124	5 941	5 941
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	188	1 756	1 938	1 938
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 411	62 867	62 482	62 011
Transferts aux ménages	3 091	32 640	30 721	30 499
Transferts aux entreprises	649	10 203	11 063	11 208
Transferts aux collectivités territoriales	416	5 505	5 378	5 453
Transferts aux autres collectivités	1 254	14 497	15 298	14 829
Appels en garantie	0	22	22	22
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	59	1 011	1 174	1 174
Prêts et avances	0	51	278	278
Dotations en fonds propres	59	391	334	334
Dépenses de participations financières	0	569	562	562
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	19 080	224 058	222 442	221 752



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2018		Cumul à fin août 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	0	0	2	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	0	0	2	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	184	209	2 211	1 929	1 828
Action de la France en Europe et dans le monde	150	86	1 283	1 119	1 050
Diplomatie culturelle et d'influence	12	103	654	544	506
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	274	266	272
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	211	212	1 861	1 840	1 880
Administration territoriale	147	138	1 138	1 094	1 086
Vie politique, culturelle et associative	1	6	129	133	192
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	68	594	613	602
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	126	174	1 955	1 847	1 927
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	24	79	1 179	1 106	1 136
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	51	43	364	332	380
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	52	412	409	410
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	70	49	1 554	1 928	1 832
Aide économique et financière au développement	42	9	272	681	736
Solidarité à l'égard des pays en développement	28	40	1 282	1 246	1 095
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	20	1 960	1 868	1 867
Liens entre la Nation et son armée	3	3	36	27	25
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	10	1 833	1 765	1 779
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	91	76	63
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	249	2 007	16 005	13 117	13 411
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	172	185	1 394	1 216	1 088
Aide à l'accès au logement	4	1 755	13 821	11 267	11 627
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	39	18	352	225	303
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	13	15	101	99	92
Interventions territoriales de l'Etat	1	8	17	29	30
Politique de la ville	18	26	321	281	272
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	61	47	454	439	428
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	44	31	269	256	247
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	143	141	140
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	120	178	2 188	1 732	1 798
Patrimoines	22	47	661	472	532
Création	18	42	706	509	529
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	81	89	820	751	737
DEFENSE	3 787	3 251	27 698	29 519	29 679
Environnement et prospective de la politique de défense	70	75	900	977	983
Préparation et emploi des forces	577	755	5 640	6 100	5 766
Soutien de la politique de la défense	1 739	1 770	15 155	15 312	15 367
Equipement des forces	1 402	650	6 003	7 130	7 563
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	84	98	865	846	851
Coordination du travail gouvernemental	44	49	386	358	364
Protection des droits et libertés	4	4	70	70	70
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	36	46	409	418	416



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2018		Cumul à fin août 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	389	828	9 998	8 781	8 488
Infrastructures et services de transports	134	367	3 540	3 407	3 133
Affaires maritimes ⁽²⁾	4	8	98	74	102
Paysages, eau et biodiversité	9	12	104	97	186
Expertise, information géographique et météorologie	4	5	379	374	375
Prévention des risques	8	20	592	424	359
Energie, climat et après-mines	4	2	314	306	462
Service public de l'énergie	0	183	2 931	2 049	1 817
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	226	230	2 040	2 050	2 054
ECONOMIE	88	102	1 435	1 281	2 769
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	41	54	764	623	2 099
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	33	313	304	300
Stratégie économique et fiscale	14	14	358	354	370
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	30	35	26 699	26 779	25 830
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	30	30	26 454	26 454	25 547
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	22	22	22
Epargne	0	5	81	81	74
Majoration de rentes	0	0	142	142	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	70
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 574	5 568	48 486	48 228	47 275
Enseignement scolaire public du premier degré	1 833	1 833	14 618	14 616	14 321
Enseignement scolaire public du second degré	2 689	2 688	22 013	22 009	21 645
Vie de l'élève	240	221	3 960	3 838	3 709
Enseignement privé du premier et du second degrés	535	534	5 337	5 323	5 246
Soutien de la politique de l'éducation nationale	162	189	1 573	1 479	1 453
Enseignement technique agricole	115	102	984	962	901
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	791	810	7 200	7 076	7 157
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	600	622	5 422	5 292	5 346
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	63	590	658	683
Facilitation et sécurisation des échanges	119	120	1 018	995	1 000
Fonction publique	8	5	171	131	129
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	137	74	1 064	885	748
Immigration et asile	58	63	826	728	644
Intégration et accès à la nationalité française	79	12	238	157	104
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	15	0	3 500	999	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	650	118	0
Valorisation de la recherche	0	0	1 850	201	0
Accélération de la modernisation des entreprises	15	0	1 000	680	0
JUSTICE	577	688	5 545	5 631	5 488
Justice judiciaire	230	279	2 281	2 308	2 188
Administration pénitentiaire	254	307	2 017	2 185	2 226
Protection judiciaire de la jeunesse	54	69	588	531	526
Accès au droit et à la justice	4	5	354	353	313
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	28	302	252	232
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	35	16	432	350	314
Presse et médias	34	15	201	190	145
Livre et industries culturelles	1	1	231	160	169
OUTRE-MER	96	79	1 610	1 321	1 351
Emploi outre-mer	21	25	1 198	984	938
Conditions de vie outre-mer	75	54	413	337	413



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2018		Cumul à fin août 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	992	992	991
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	377	416	25 645	20 652	20 696
Formations supérieures et recherche universitaire	63	61	13 028	11 138	10 921
Vie étudiante	154	101	2 305	1 709	1 665
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	9	99	6 576	4 650	4 702
Recherche spatiale	0	0	1 567	1 191	1 200
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	4	11	1 030	1 041	1 338
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	117	56	597	521	521
Recherche duale (civile et militaire)	0	57	175	120	83
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	106	41	40
Enseignement supérieur et recherche agricoles	30	31	261	241	226
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	23	516	5 127	4 582	4 628
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	23	334	3 127	3 000	2 955
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	563	552
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 244	1 018	1 121
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	205	200	2 902	2 607	2 398
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	206	192	2 758	2 405	2 007
Concours spécifiques et administration	-2	8	144	202	391
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 056	10 072	83 714	83 675	71 027
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 687	9 703	80 229	80 189	67 890
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	369	369	3 485	3 485	3 137
SANTE	5	30	1 247	942	876
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	30	385	243	262
Protection maladie	0	0	862	699	614
SECURITES	1 800	1 587	14 174	13 293	12 969
Police nationale	953	842	7 290	7 025	6 829
Gendarmerie nationale	787	698	6 225	5 914	5 810
Sécurité et éducation routières	5	4	24	18	17
Sécurité civile	56	42	635	335	313
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	201	1 190	18 555	13 887	12 490
Inclusion sociale et protection des personnes	126	161	6 346	4 137	2 908
Handicap et dépendance	0	948	10 999	8 657	8 467
Egalité entre les femmes et les hommes	1	3	20	17	14
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	73	79	1 190	1 076	1 101
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	18	23	786	640	588
Sport	12	12	226	197	238
Jeunesse et vie associative	6	11	503	413	350
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	0	56	31	0
TRAVAIL ET EMPLOI	679	672	11 126	10 067	11 885
Accès et retour à l'emploi	381	396	5 107	5 118	6 385
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	244	221	5 425	4 445	5 004
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	138	57	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	53	457	446	430
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	25 998	29 153	326 990	307 733	293 469
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	15 942	19 080	243 276	224 058	222 442

⁽¹⁾ Création en LFI 2018

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2018

⁽³⁾ Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 572	53 769	52 267	52 267
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	98	1 471	1 394	1 394
Impôt sur les sociétés (C)	334	34 803	32 792	32 792
Impôt sur les sociétés	329	34 068	32 031	32 031
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	735	761	761
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	499	7 248	11 350	9 616
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	51	662	693	693
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	176	3 235	3 222	3 222
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	54	490	3 521	3 521
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	132	77	77
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	14	14
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	17	20	20
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	3	54	49	49
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	194	284	284
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	157	1 819	1 711	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	5	5
Recettes diverses	48	629	1 742	1 719
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 322	7 973	6 348	6 770
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 911	140 933	136 164	137 757
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 498	24 694	22 854	22 345
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	380	307	307
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	108	112	112
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	10	10	10



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	156	1 711	1 655	1 655
Mutations à titre gratuit par décès	1 028	8 630	7 631	7 631
Contribution de sécurité immobilière	59	490	465	465
Autres conventions et actes civils	37	339	335	335
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	40	334	290	290
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	45	140	136	136
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	133	151	151
Timbre unique	36	195	210	210
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	506	7 407	7 003	7 003
Autres droits et recettes accessoires	0	12	3	3
Amendes et confiscations	3	26	26	26
Taxe générale sur les activités polluantes	20	534	316	17
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	65	162	153	153
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	33	29	29
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	34	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	191	1 440	1 418	1 362
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	71	490	485	485
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	33	283	289	289
Prélèvement sur les paris sportifs	38	301	208	184
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	42	37	37
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	67	602	621	621
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	34	234	303	174
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	24 233	270 891	263 171	262 942
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	14 161	187 216	192 144	191 915



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	40	4 097	3 439	3 439
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 637	2 872	2 872
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	351	237	237
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	40	1 106	331	331
Autres dividendes et recettes assimilées	0	4	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	73	891	948	948
Revenus du domaine public non militaire	17	139	78	78
Autres revenus du domaine public	1	6	129	129
Revenus du domaine privé	2	44	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	101	118	118
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	53	593	615	615
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	9	7	7
Produits de la vente de biens et services (C)	79	705	646	646
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	33	205	218	218
Autres frais d'assiette et de recouvrement	45	485	396	396
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	21	21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	1	10	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	85	272	272	272
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	10	47	54	54
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	2	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	4	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	2	31	53	53
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	11	104	133	133
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	59	76	17	17



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	40	754	638	638
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	135	267	267
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	23	33	33
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	34	528	272	272
Frais de poursuite	1	7	6	6
Frais de justice et d'instance	1	7	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	74	987	1 022	1 022
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	234	210	210
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	27	151	143	143
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	6	6
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	5	5	5
Récupération d'indus	1	17	19	19
Recouvrements après admission en non-valeur	9	85	88	88
Divers versements de l'Union européenne	0	6	13	13
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	32	14	14
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	16	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	10	208	149	149
Produits divers	2	65	253	253
Autres produits divers	17	150	88	88
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	391	7 708	6 966	6 966



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 865	-26 201	-26 445	-29 069
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 064	-18 823	-19 224	-21 848
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-6	-6
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-16	-16	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-336	-1 985	-1 782	-1 782
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-806	-1 552	-1 445	-1 445
Dotation élu local	-2	-63	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-30	-26	-26
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
Dotation départementale d'équipement des collèges	-52	-306	-278	-278
Dotation régionale d'équipement scolaire	-169	-536	-586	-586
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-249	-2 052	-2 116	-2 116
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-157	-379	-384	-384
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-39	-39
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-2	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-66	-55	-55
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-4	-301	-351	-351
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 627	-13 427	-11 569	-11 569
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 492	-39 629	-38 014	-40 638
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 025	2 584	2 465	2 465
Fonds de concours - coopération internationale	13	191	153	153
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 038	2 775	2 618	2 618



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 349	5 528	47 997	53 026	50 615	53 729	2 617	703
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	52	266	159	388	236	122	77
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	74	148	774	685	1 120	1 128	346	443
Développement agricole et rural	28	10	89	59	123	119	34	60
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	14	31	172	202	251	252	79	50
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	4	1 390	1 435	1 654	1 564	263	129
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	33	16	211	180	228	236	17	56
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	0	166	1 700	8 246	919	4 959	-781	-3 287
Pensions	4 690	4 611	38 249	37 600	40 073	39 937	1 825	2 337
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	351	400	407	358	56	-42
Transition énergétique	490	490	4 795	4 059	5 304	4 757	509	698
Comptes de concours financiers	8 957	3 126	80 692	77 663	46 225	40 350	-34 467	-37 313
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	22	8 185	7 246	7 332	2 211	-853	-5 036
Avances à l'audiovisuel public	325	167	2 596	2 620	1 509	1 528	-1 088	-1 093
Avances aux collectivités territoriales	8 625	2 891	68 930	67 654	37 149	36 198	-31 781	-31 456
Prêts à des Etats étrangers	8	45	929	142	224	254	-706	112
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	52	0	12	159	-40	159
Comptes de commerce	275	337	29 478	29 533	29 939	33 974	460	4 441
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	73	8	406	379	446	421	39	41
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	110	105	107	110	-4	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	703	1 395	703	1 395	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	30	89	289	288	441	450	152	161
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	135	154	27 692	26 969	27 712	27 049	20	80
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	1	6	0	0	-1	-6
Opérations commerciales des domaines	3	5	30	29	44	49	14	21
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	15	17	14	9	0	-8
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	1	0	1	0
Soutien financier au commerce extérieur	17	63	232	344	471	4 491	239	4 147
Comptes d'opérations monétaires	88	110	579	1 112	2 325	937	1 747	-176
Emission des monnaies métalliques	3	43	96	91	177	194	82	103
Opérations avec le Fonds Monétaire International	78	67	473	970	2 141	734	1 668	-236
Pertes et bénéfices de change	7	0	10	52	7	10	-3	-42
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 670	9 101	158 746	161 334	129 104	128 989	-29 642	-32 345
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 592	9 034	158 273	160 365	126 963	128 256	-31 310	-32 109



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	1	432
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	73	502
	Total organismes à caractère financier	870	73	943
	CEPL			
	Régions	2 304	2 042	4 346
	Départements	6 292	244	6 537
	Communes	24 371	536	24 907
	HLM	343	-64	279
	Autres	23 822	-103	23 719
	Total CEPL	57 132	2 655	59 787
	Etablissements publics de santé	5 103	-273	4 830
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	823	12 239
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	835	5 045
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	2 320	5 553
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	201	1 372
	Total établissements publics nationaux	20 029	4 179	24 208
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	3 035	12 190	
Union européenne	3 767	-1 450	2 317	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	56	-4	52	
GIP	780	123	904	
EPL	2 371	746	3 117	
Autres correspondants	7 745	469	8 213	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	1 285	12 286	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	9 504	116 562	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-3	15
Total Passif (A)		107 076	9 501	116 577
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	9 501	116 577



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	61 794	1 747 927
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	68 148	1 627 808
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	68 148	1 627 808
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	59 435	1 417 320
- <i>taux variable</i>	181 658	8 511	190 168
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	-6 354	120 119
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-6 354	120 119
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-454	6 715
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	61 340	1 754 642



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.